

Procès-verbal

(Mis à jour le 16 avril 2024)

281^e réunion du Comité de direction 23 et 24 février 2024 Hilton Garden Inn, Ottawa

Sont présents :

Membres du Comité de direction :

Peter McInnis, président (ST.FXAUT), président d'assemblée
Yalla Sangaré, trésorier (APPBUSA)
Robin Whitaker, vice-présidente (MUNFA)
Brenda Austin-Smith, présidente sortante (UMFA)
David Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone) (TUFA)
Patrick Noël, représentant ordinaire (Francophone) (APPUSB)
Shirley Chau, représentante ordinaire (Général) (UBCF)
Claudia Steinke, représentante ordinaire (Général) (ULFA)
Chantale Jeanrie, représentante ordinaire (Québec) (SPUL)
Marvin Claybourn, coprésident, Comité de l'équité (FAUST)
Susan Spronk, coprésidente, Comité de l'équité (APUO)
Kate Cushon, présidente, Comité des bibliothécaires et des archivistes (URFA)
Michael Arfken, président, Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi (UPEIFA)
Nick Papatheodorakos, président, Comité du personnel académique contractuel (CUPFA)
David Robinson, directeur général

Personnel de l'ACPPU :

Sarah Godwin, directrice des services des relations du travail et avocate principale
Justine De Jaegher, directrice des actions politiques et des communications
Isaac Cockburn, conseiller politique auprès du directeur général
Margaret McGovern-Potité, cheffe des services exécutifs

N'ont pu être présents :

Larry Savage, président, Comité de la négociation collective et de l'organisation (BUFA)
Tony Cantin, directeur des finances, ressources humaines et opérations

Remarques préliminaires et reconnaissance du territoire

Le président souhaite la bienvenue aux membres présents à la 281^e réunion du Comité de direction de l'ACPPU. Il reconnaît que la présente réunion se tient sur le territoire traditionnel et non cédé du peuple algonquin Anishinaabeg.

01. Adoption de l'ordre du jour

NOËL/WHITAKER : QUE l'ordre du jour soit adopté en l'état.

ADOPTÉE

02. Approbation des procès-verbaux du Comité de direction

A. Réunion des 21 et 22 novembre 2023

Une erreur s'est glissée dans le procès-verbal au *point exécutif 12-A-4 - Rapport sur l'équité*. M. Claybourn, coprésident du Comité d'équité, présente le rapport du Comité d'équité.

CHAU/CUSHON : QUE le procès-verbal de la réunion du Comité de direction tenue les 21 et 22 novembre 2023 soit approuvé avec les modifications.

ADOPTÉE

03. Suivi des réunions précédentes

A. Revue de la liste des mesures à prendre

La liste des mesures à prendre est passée en revue.

04. Rapport du président

Le président rend compte des activités auxquelles il a pris part depuis la réunion du Comité de direction de novembre. Il souligne la persistance du conflit israélo-palestinien. L'ACPPU continue de suivre la situation de près en ce qui concerne les préoccupations relatives à la liberté académique et à la liberté d'expression. Il rend compte de sa participation (avec le directeur général) à la conférence sur les enjeux professionnels de l'American Federation of Teachers, qui s'est tenue du 16 au 18 février à Los Angeles, en Californie. Il a également assisté à la réunion du conseil d'administration de la Confédération des associations de professeurs d'université de l'Ontario (OCUFA), qui s'est tenue les 10 et 11 février à Toronto. Il souligne que l'ACPPU suit de près la mise en œuvre de la nouvelle politique du gouvernement fédéral sur *la recherche en technologies sensibles et les affiliations préoccupantes* (RTSAP), publiée en janvier. Il rappelle aux membres du Comité de direction que la date limite pour la présentation des candidatures aux postes du Comité de direction est le 1^{er} mars.

05. Rapport du directeur général

Questions et affaires relatives à la liberté académique

1) Sécurité de la recherche

Le directeur général rend compte des nouvelles lignes directrices en matière de sécurité de la recherche mises en œuvre par le gouvernement fédéral, à

savoir *la politique relative à la recherche sur les technologies sensibles et les*

affiliations préoccupantes. L'ACPPU craint que ces nouvelles lignes directrices ne mettent en péril la liberté académique si elles sont appliquées de manière trop générale et qu'elles ne ciblent injustement les universitaires canadiens d'origine chinoise.

2) Israël/Palestine

Le directeur général met en lumière plusieurs cas survenus sur les campus canadiens en rapport avec le conflit israélo-palestinien. L'ACPPU a publié une déclaration pour guider les associations membres dans l'examen de ces situations extrêmement difficiles.

3) Université Queen's

Le directeur général fait le point sur l'enquête menée à l'Université Queen's concernant des plaintes d'étudiants relatives à la mention d'insultes raciales dans des documents didactiques et des discussions en classe dans le cadre d'un cours de linguistique. L'enquête a conclu que la mention des insultes avait un but pédagogique légitime et qu'elle ne violait pas les politiques de l'université en matière de harcèlement et de discrimination.

4) Lethbridge

Le directeur général fait état d'un cas à l'Université de Lethbridge où un professeur a été licencié à la suite d'une enquête sur un article de blogue « satirique » et sur le comportement du professeur envers les étudiantes et étudiants dans la salle de classe.

5) Langara

Le directeur général rend compte de l'affaire concernant la professeure Natalie Knight au Collège Langara.

6) Université métropolitaine de Toronto

Le directeur général fait état de l'enquête menée par l'Université métropolitaine de Toronto (TMU) sur les étudiantes et étudiants qui ont signé une lettre de soutien aux droits des Palestiniens affirmant un « soutien sans équivoque » à ce peuple et à « toutes les formes de résistance palestinienne ». Plusieurs donateurs ont affirmé que la lettre était antisémite. Le ministère du Procureur général de l'Ontario a exigé que les étudiantes et étudiants en droit de la TMU qui ont « des possibilités d'emploi actuelles ou à venir » auprès du ministère attestent qu'ils n'ont pas signé ou appuyé la lettre.

7) Toronto

Le directeur général rend compte du cas d'un professeur de l'Université de Toronto qui a été sanctionné pour avoir organisé un webinaire dans le cadre duquel les participantes et participants devaient signer une lettre ouverte – « Les universitaires contre l'assaut sur Gaza » – afin d'avoir accès au lien Zoom.

8) York

Le directeur général fait état d'une affaire à l'Université York impliquant la professeure Wood, qui a été arrêtée pour vandalisme dans une librairie Indigo,

puis libérée sous caution. L'université l'a suspendue avec salaire en invoquant des problèmes de sécurité non précisés.

Le directeur général rend compte d'un deuxième cas qui s'est produit en février à l'Université York, où une conférence du professeur Muhannad Ayyash – "Unsettling Anthropology" (L'anthropologie déstabilisante) – a été interrompue par la police de Toronto. L'administration de l'université a nié avoir appelé la police.

9) Ottawa

Le directeur général fait état du cas d'un interne en médecine suspendu de l'Université d'Ottawa pour avoir publié des messages pro-palestiniens sur les médias sociaux.

10) Carleton

Le directeur général fait état du cas d'un professeur mis en congé administratif dans l'attente d'une enquête sur trois allégations portant notamment sur ses liens avec des institutions chinoises.

11) Institut national de la recherche scientifique (INRS)

Le directeur général informe que le gouvernement du Québec a refusé de ratifier la nomination de la professeure Denise Helly au conseil d'administration de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS).

Le directeur général fait état d'un cas à l'Université Wilfrid Laurier impliquant un enseignant contractuel faisant l'objet d'une enquête à la suite d'une plainte formelle d'un étudiant au sujet de commentaires en classe liés au conflit Israël/Gaza.

B. Rapport sur les services juridiques

1) Décisions judiciaires et service d'arbitrage

a. Université métropolitaine de Toronto et TMFA

Le directeur général rend compte d'une décision rendue dans l'affaire du professeur Snow, qui s'est vu infliger une suspension de deux semaines pour avoir enfreint la politique de civilité et de respect sur le lieu de travail en adoptant à plusieurs reprises un comportement perturbateur, inapproprié et importun lors des réunions du corps enseignant et du conseil d'école. L'arbitre a réduit la suspension.

b. *Li c. Canada* (Citoyenneté et Immigration)

Le directeur général fait état d'une décision judiciaire, *Li c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2023 CF 1753. Le tribunal a conclu que la conclusion d'un agent des visas selon laquelle Yuekang Li (un étudiant diplômé de l'Université de Waterloo) était interdit de territoire pour espionnage était raisonnable.

c. *Rooney c. Galloway*, 2024 (BCCA) 8

Le directeur général fait état d'une décision judiciaire, *Rooney c. Galloway*, 2024 (BCCA) 8. L'affaire concerne des allégations de diffamation découlant du renvoi de Steven Galloway de l'Université de la Colombie-

Britannique pour une prétendue inconduite sexuelle.

2) Service d'arbitrage de l'ACPPU

a. Mount Royal (Widdowson)

Le directeur général fait le point sur l'affaire concernant la professeure Frances Widdowson à l'Université Mount Royal.

b. Bishop's (Stonebanks)

Le directeur général fait le point sur l'affaire concernant le congédiement du professeur Christopher Darius Stonebanks à l'Université Bishop's.

C. Affaires internationales

1) Internationale de l'Éducation

Le directeur général indique que le prochain Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation (IE) se tiendra en juillet 2024 à Buenos Aires, en Argentine.

2) Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'éducation

Le directeur général prépare actuellement un rapport sur la liberté académique et la liberté d'expression dans les institutions éducatives.

06. Questions relatives aux membres

A. Association mcgillienne de professeur.e.s d'éducation (AMPE)

Le directeur général signale que l'Association mcgillienne de professeur.e.s d'éducation (AMPE) a déposé une requête en accréditation auprès du Tribunal administratif du travail du Québec.

B. Western/Brescia

Le directeur général fait le point sur la fusion du Collège Brescia et l'Université Western.

C. Nouveaux membres associés

La liste des nouveaux membres associés est incluse dans le dossier de réunion à titre d'information.

D. Composition des comités permanents

Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi

SPRONK/JEANRIE : QU'il soit recommandé au Conseil de ratifier la liste des nouveaux membres désignés en vue de pourvoir aux sièges vacants au Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi.

ADOPTÉE

Comité de la négociation collective et de l'organisation

CUSHON/PAPATHEODORAKOS : QU'il soit recommandé au Conseil de ratifier la liste des nouveaux membres désignés en vue de pourvoir aux sièges vacants au Comité de la négociation collective et de l'organisation.

ADOPTÉE

Comité de l'équité

CLAYBOURN/PAPATHEODORAKOS : QU'il soit recommandé au Conseil de ratifier la liste des nouveaux membres désignés en vue de pourvoir aux sièges vacants au Comité de l'équité.

ADOPTÉE

Comité des bibliothécaires et des archivistes

NOËL/WHITAKER : QU'il soit recommandé au Conseil de ratifier la liste des nouveaux membres désignés en vue de pourvoir aux sièges vacants au Comité des bibliothécaires et des archivistes.

ADOPTÉE

E. Prix de l'ACPPU

1. Prix Bernice-Schrank

M. Arfken, président du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, s'abstient de participer à la discussion.

Le Comité de direction discute de la question de savoir si les membres du Comité de direction actuellement en fonction devraient être admissibles aux prix de l'ACPPU. Il est recommandé de modifier le mandat des prix décernés par l'ACPPU de sorte à indiquer que les membres en exercice du Comité de direction et, le cas échéant, les membres en exercice d'un comité d'attribution d'un prix ne sont pas admissibles au prix.

2. Prix Lee-Lorch

JEANRIE/CHAU : QUE le mandat révisé du Prix Lee-Lorch soit approuvé, puis transmis au Conseil pour examen.

F. Queen's

Le directeur général fait le point sur la situation financière de l'Université Queen's.

G. SCFP 3911

Le directeur général signale que le personnel académique contractuel de l'Université Athabasca (SCFP 3911) s'est renseigné sur une éventuelle affiliation à l'ACPPU.

H. Windsor

Le directeur général fait état d'un cas à l'Université de Windsor.

07. Rapport sur les actions politiques et les communications

A. Politiques et relations gouvernementales

J. De Jaegher, directrice des communications et des actions politiques, fait le point sur les activités de la Journée sur la Colline du Parlement, notamment sur le nombre de participantes et participants et sur les réunions tenues avec des députées et députés et des sénatrices et sénateurs de divers partis et affiliations.

1) *Loi sur les arrangements avec les créanciers des sociétés*

J. De Jaegher fait état des efforts déployés par le gouvernement fédéral pour que les collèges et universités publics soient exclus de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC). Cette question est incluse dans la déclaration économique d'automne.

Elle parle également du budget fédéral qui devrait être présenté à la fin mars ou au début avril, et de la poursuite de la promotion par l'ACPPU des investissements dans le financement fédéral de la recherche et dans les bourses d'études supérieures et postdoctorales. Les membres sont invités à publier des articles d'opinion sur l'importance de la recherche fondamentale. Elle fait remarquer que l'ACPPU surveille également de près les budgets provinciaux.

2) Sécurité de la recherche

J. De Jaegher fait état de la publication, le 17 janvier, de lignes directrices sur la sécurité de la recherche, attendues de longue date, et notamment d'une liste d'« institutions désignées » et de domaines de recherche sensibles. Les chercheurs menant des travaux dans ces domaines sont désormais tenus d'attester formellement qu'ils n'ont aucun lien avec les institutions citées (85 de Chine, 12 d'Iran, 6 de Russie) pour pouvoir poursuivre des recherches financées.

L'ACPPU a publié une note et une déclaration sur la question, qui a fait l'objet d'une chronique du directeur général dans le dernier numéro du *Bulletin*.

P. Foster, agente principale des politiques et des relations gouvernementales, a également participé à une séance de discussion ouverte sur la politique avec Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE).

3) Étudiants internationaux

J. De Jaegher fait état de l'annonce, le 22 janvier, d'un plafond fédéral pour les étudiants étrangers. L'ACPPU a rencontré des représentants du cabinet du ministre Marc Miller (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada) afin d'obtenir des éclaircissements sur la politique et de souligner la nécessité d'une approche gouvernementale globale en matière d'éducation postsecondaire, y compris un financement fédéral accru. L'ACPPU a rédigé deux notes sur la question en réponse à l'annonce, y compris les réponses des provinces et des établissements.

B. Austin-Smith, présidente sortante, soulève la question de savoir si l'ACPPU s'est penchée sur la façon dont cette annonce pourrait influencer sur la prolifération de Navitas dans les campus.

4) Préparation des élections fédérales

J. De Jaegher indique que la proposition de campagne de financement public présentée précédemment est en train d'être adaptée à une campagne électorale fédérale non partisane et axée sur des questions précises. Elle fait remarquer que la trousse d'outils de l'ACPPU sur les élections fédérales est en cours d'adaptation pour les élections provinciales et pourrait être utilisée par les associations provinciales et fédérées de la Colombie-Britannique, du Nouveau-Brunswick et de la Saskatchewan avant leurs élections provinciales prévues pour cette année.

B. Organisation et formation

1) Cours offerts à l'échelle nationale

J. De Jaegher rend compte des récents cours sur l'organisation (du 15 janvier au 2 février) et sur le traitement des griefs (du 12 au 16 février) auxquels ont participé les animateurs membres Larry Savage (BUFA) et Michael Arfken (UPEIFA). Elle indique que le prochain cours national sur l'équité aura lieu en mars et sera animé par Susan Spronk (APUO).

2) Conférences et forums

J. De Jaegher rend compte du Forum pour les présidentes et les présidents (19 et 20 janvier) et la Conférence des francophones (2 et 3 février).

3) Formations régionales

J. De Jaegher rend compte d'une récente formation en personne sur la négociation et l'organisation destinée aux associations de l'Alberta (la plupart des associations de la province y ont participé). L'équipe chargée des actions politiques et des communications prévoit de mettre en place deux formations régionales au cours du prochain exercice. J. De Jaegher passe en revue les objectifs et le calendrier du programme de formation des formateurs.

4) Organiser le soutien

J. De Jaegher fait état du soutien apporté récemment à la Fédération des associations des professeurs universitaires du Manitoba (FAPUM), y compris des efforts de lobbying auprès du nouveau gouvernement provincial néo-démocrate et l'élaboration d'un document de lobbying. Le personnel chargé de l'organisation a également soutenu la Mount Saint Vincent University Faculty Association (MSVUFA), l'Association mcgillienne des professeur.e.s de droit (AMPD), la Brandon University Faculty Association (BUFA) et le Lecturers Union of Memorial University of Newfoundland (LUMUN) dans leurs négociations et leur préparation à la grève.

C. Rapport sur les communications

1) Rapport du comité des publications

J. De Jaegher fait le point sur le *Bulletin* de l'ACPPU.

2) *Journal de l'ACPPU*

R. Whitaker, présidente du comité des publications, fait le point sur les activités du *Journal de l'ACPPU*. Elle parle d'un numéro spécial actuel, intitulé *Le militantisme syndical des travailleurs de l'information de l'enseignement*

soumissions sont presque arrivées au terme du processus d'examen par les pairs et seront finalisées en vue de leur publication.

Elle fait état d'un appel à contributions pour un nouveau numéro spécial du journal, intitulé *Faire de l'équité une question de justice en matière d'emploi : Succès, faux pas et échecs*, qui sera dirigé par la professeure Alison Hearn (Université Western) et le professeur Momin Rahman (Université Trent).

3) Site web

J. De Jaegher rend compte du développement du nouveau site web de l'ACPPU. Elle indique qu'il était prévu de disposer d'un site public limité testable d'ici la tenue de l'assemblée du Conseil en avril et que la relation de l'ACPPU avec le consultant en sites web, Industrial, se terminera à la fin de l'année financière, laissant le développement final et la maintenance du site web au personnel des Communications et de la GI/TI.

4) *Bulletin*

Ce point est traité précédemment sous *le point de la direction 07 (C)(1) Rapport du comité des publications*.

5) Communications numériques

J. De Jaegher fait rapport sur l'activité des médias sociaux (Facebook, X, LinkedIn) et les publications numériques régulières, Notes et Défenseur de l'ACPPU. Elle signale la publication du projet vidéo « Histoires de la Laurentienne » à l'occasion du troisième anniversaire de l'insolvabilité, le 1^{er} février. Une série de courriels ciblés destinés à promouvoir des actions de sensibilisation auprès des déléguées et délégués affectés à la Journée sur la Colline du Parlement a été couronnée de succès. Elle souligne la collaboration avec la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (FCEE) sur les contenus partagés de la Semaine de l'utilisation équitable.

6) Médias

J. De Jaegher fait état d'un communiqué de presse et de la couverture médiatique associés à la Conférence des francophones, notamment d'une entrevue de P. Noël à Radio-Canada. Elle souligne l'entrevue de D. Robinson sur la liberté académique accordée à Affaires universitaires et la couverture médiatique générée par les appels de l'ACPPU à la démission de la ministre de l'Enseignement supérieur de la Colombie-Britannique, Selina Robinson, en raison de son ingérence au Collège Langara. P. McInnis a accordé une entrevue sur le financement de l'enseignement postsecondaire dans le cadre de la baladodiffusion Canadaland.

08. Relations du travail et services juridiques

A. Rapport sur les négociations collectives

S. Godwin, directrice des services juridiques et des relations de travail et avocate principale, fait le point sur la situation des négociations collectives dans l'ensemble du pays, notant qu'à l'heure actuelle dix-neuf (19) associations membres de l'ACPPU sont en cours de négociation.

B. Rapport sur les services juridiques

S. Godwin fait le point sur l'affaire d'arbitrage concernant la professeure titulaire Frances Widdowson de l'Université Mount Royal, qui a été licenciée le 20 décembre 2021 pour avoir publié des commentaires satiriques sur Twitter et pour avoir déposé des plaintes de harcèlement prétendument frivoles. Les observations et les réponses ont été transmises au 24 janvier 2024.

Elle fait le point sur l'affaire d'arbitrage concernant le professeur titulaire Stonebanks de l'Université Bishops, qui a été licencié le 16 novembre 2021, pour avoir prétendument été trop véhément dans ses allégations de racisme au sein de l'université. Plusieurs dates d'audience ont été fixées d'ici à décembre 2025, la prochaine date étant prévue en juin. La Cour d'appel de l'Ontario (CAO) a confirmé la décision selon laquelle la loi 124 sur les restrictions salariales est inconstitutionnelle. Le gouvernement de l'Ontario a annoncé le 12 février qu'il ne ferait pas appel devant la Cour suprême du Canada.

C. Recherches

S. Godwin indique que le nouveau Tableau de bord de la négociation collective de l'ACPPU est actuellement mis à jour à partir des données de l'enquête sur les négociations collectives envoyée aux membres qui ont récemment négocié une nouvelle convention collective. Il est prévu de publier les données préliminaires de l'enquête sur les salaires des bibliothécaires et des archivistes pour l'assemblée printanière du Conseil. De plus, un tableau de bord des allocations du personnel académique contractuel (PAC) est en voie d'élaboration et une assistance est apportée au Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones en vue de la réalisation d'une enquête nationale sur le personnel académique autochtone.

09. Rapport des comités et des groupes de travail

A. Rapports des comités permanents

1) Liberté académique et permanence de l'emploi

M. Arfken, président du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, rend compte des travaux du comité. Il fait le point sur l'élaboration du portail sur la liberté académique qui sera ajouté au site web de l'ACPPU. Le comité en est aux premières étapes de la planification de la conférence Harry-Crowe, qui aura lieu à Calgary en février 2025.

2) Personnel académique contractuel

N. Papatheodorakos, président du Comité du personnel académique contractuel, mentionne que le comité est en train de finaliser les préparatifs de sa réunion prévue pour les 8 et 9 mars.

3) Négociation collective et organisation

Le président indique que le Comité de la négociation collective et de l'organisation en est aux dernières étapes de l'organisation du Forum de la négociation collective et de l'organisation de l'ACPPU, qui aura lieu les 22 et 23 mars. Le comité tiendra sa réunion ordinaire avant le forum, le 21 mars.

4) Équité

M. Claybourn, coprésident du Comité de l'équité, mentionne que le comité est en train de finaliser les préparatifs de sa réunion prévue pour les 8 et 9 mars. Des réunions conjointes sont prévues avec le Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi et le Comité des bibliothécaires et des archivistes. Le comité travaille à l'ajout de nouvelles ressources à la trousse de l'équité. Il discute de l'équité en tant qu'enjeu de charge de travail (exigences en matière de services) et de discours extra-muros.

5) Bibliothécaires et archivistes

K. Cushon, présidente du Comité des bibliothécaires et des archivistes, mentionne que le comité est en train de finaliser les préparatifs de sa réunion prévue pour les 8 et 9 mars. Elle indique que le comité tiendra une réunion conjointe avec le Comité de l'équité afin de discuter des questions d'équité liées aux exigences d'embauche et de la manière dont les éléments de la trousse de l'équité pourraient être appliqués au secteur des bibliothécaires et des archivistes. Le comité prévoit d'organiser un webinaire pour les membres bibliothécaires et archivistes en mai.

B. Rapports des comités relevant du Comité de direction

1) Francophones

P. Noël, représentant ordinaire (Francophone), rend compte de la Conférence des francophones de l'ACPPU qui s'est tenue les 2 et 3 février. Une cinquantaine de personnes ont participé à cet événement. D'autres membres du Comité de direction y ont pris part, dont Y. Sangaré (trésorier) et C. Jeanrie (représentante ordinaire pour le Québec). P. Noël a mis en lumière plusieurs séances qui étaient à l'ordre du jour de la conférence, notamment le rôle du gouvernement fédéral dans l'enseignement postsecondaire en milieu minoritaire; la modernisation de la *Loi sur les langues officielles*; et un exercice de campagne présenté par le personnel de l'ACPPU.

2) Gouvernance

R. Whitaker, coprésidente du Comité de la gouvernance, rend compte de l'élaboration par le groupe d'un contenu pour la bibliothèque en ligne sur la gouvernance.

C. Rapports des groupes de travail

1) Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones

D. Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone) rend compte des activités du Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones. Le groupe de travail prépare la conférence d'octobre 2024 de l'ACPPU sur le personnel académique autochtone. Il se penche sur la question de la vérification de l'identité autochtone dans les établissements d'enseignement supérieur et met la dernière main aux questions d'une enquête nationale sur le personnel académique autochtone.

a) Conférence du personnel académique autochtone de l'ACPPU, prévue pour octobre 2024

D. Newhouse donne un aperçu de l'ordre du jour provisoire de la Conférence du personnel académique autochtone de l'ACPPU, prévue pour

octobre 2024.

CHAU/JEANRIE : QUE le Comité de direction approuve l'ordre du jour provisoire de la Conférence du personnel académique autochtone de l'ACPPU, prévue pour octobre 2024.

ADOPTÉE

D. Newhouse présente le projet de budget de la Conférence du personnel académique autochtone de l'ACPPU, prévue pour octobre 2024.

CHAU/PAPATHEODORAKOS : QUE le Comité de direction approuve le projet de budget de la Conférence du personnel académique autochtone de l'ACPPU, prévue pour octobre 2024.

ADOPTÉE

10. Questions financières et administratives

A. Rapport du trimestre clos le 31 décembre 2023

Y. Sangaré, trésorier, présente le rapport du trimestre pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

B. Projet de budget 2024-2025

Y. Sangaré, trésorier, présente le projet de budget 2024-2025.

SANGARÉ/STEINKE : QUE le Comité de direction recommande au Conseil d'adopter le projet de budget 2024-2025.

ADOPTÉE

C. Demandes d'aide financière

1) Fonds commun pour le congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation(IE)

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière de la part de l'Internationale de l'Éducation invitant l'ACPPU à contribuer au fonds commun de l'IE afin d'apporter une aide financière supplémentaire aux délégués participant au 10^e congrès mondial de l'IE.

WHITAKER/NOËL : QUE le Comité de direction approuve une contribution de 4 000 € (euros) au fonds commun de l'IE pour le 10^e Congrès mondial de l'IE.

ADOPTÉE

2) Parrainage de la conférence régionale de l'Ouest

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière de la part de la University of Victoria Faculty Association (UVicFA) pour un parrainage de 10 000 dollars en vue de soutenir l'organisation de la Conférence régionale de l'Ouest de 2024. Le directeur général assurera le suivi de cette demande auprès de la University of Victoria Faculty Association (UVicFA) et fera rapport au Comité de direction avec de plus amples informations.

11. Revue des énoncés de principes

A. Revue quinquennale

1) Procédures administratives et directives internes

a) Lignes directrices régissant le recours aux conseillers et le paiement d'honoraires

Le Comité de direction approuve les révisions rédactionnelles des lignes directrices régissant le recours aux conseillers et le paiement d'honoraires et prévoit le prochain examen des lignes directrices dans cinq ans.

b) Mandat du Service d'arbitrage

Le Comité de direction recommande que le mandat du Service d'arbitrage soit maintenu en l'état et réexaminé dans cinq ans.

c) Modalités d'attribution des prix de l'ACPPU

Le Comité de direction recommande que les modalités d'attribution des prix de l'ACPPU soient maintenues en l'état et revues dans cinq ans.

d) Remboursement des frais d'accréditation

Le Comité de direction approuve les révisions rédactionnelles de la politique de remboursement des frais d'accréditation et prévoit le prochain examen de la politique dans cinq ans.

e) Remboursement des dépenses engagées par les membres des comités de l'ACPPU

Le Comité de direction approuve les révisions rédactionnelles de la politique de remboursement des dépenses engagées par les membres des comités de l'ACPPU et prévoit le prochain examen de la politique dans cinq ans.

f) Remboursement des dépenses des délégués du Conseil

Le Comité de direction approuve les révisions rédactionnelles de la politique de remboursement des dépenses des délégués du Conseil et prévoit le prochain examen de la politique dans cinq ans.

g) Remboursement des dépenses des participants aux ateliers de l'ACPPU

Le Comité de direction approuve les révisions rédactionnelles de la politique de remboursement des dépenses des participants aux ateliers de l'ACPPU et prévoit le prochain examen de la politique dans cinq ans.

h) Procédures de l'ACPPU à suivre dans les cas de liberté académique où l'obligation de subir un test d'obédience idéologique ou de foi est prétendument imposée comme condition d'embauche

Le Comité de direction recommande que les procédures de l'ACPPU à suivre dans les cas de liberté académique où l'obligation de subir un test d'obédience idéologique ou de foi est prétendument imposée comme condition d'embauche soient maintenues en l'état et revues dans cinq ans.

2) Énoncés de principes

a) Méthodes de nomination

Le Comité de direction examine l'énoncé de principes sur les méthodes de nomination dans le cadre d'un examen quinquennal des énoncés de l'ACPPU.

CHAU/PAPATHEODORAKOS : QUE l'énoncé de principes sur les méthodes de nomination soit approuvé avec les modifications, puis transmis au Conseil pour examen.

ADOPTÉE

- b) Enquêtes, tribunaux et politiques instaurés par l'employeur ou par les instances dirigeantes ou les conseils des établissements d'enseignement

Le Comité de direction examine l'énoncé de principes sur les enquêtes, tribunaux et politiques instaurés par l'employeur ou par les instances dirigeantes ou les conseils des établissements d'enseignement dans le cadre d'un examen quinquennal des énoncés de l'ACPPU.

ARFKEN/SANGARÉ : QUE l'énoncé de principes sur les enquêtes, tribunaux et politiques instaurés par l'employeur ou par les instances dirigeantes ou les conseils des établissements d'enseignement soit renvoyé au Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi pour qu'il revoie l'énoncé dans le cadre d'un examen quinquennal des énoncés de l'ACPPU.

ADOPTÉE

- c) Affectations dans plusieurs unités

Le Comité de direction examine l'énoncé de principes sur les affectations dans plusieurs unités dans le cadre d'un examen quinquennal des énoncés de l'ACPPU.

SANGARÉ/AUSTIN-SMITH : QUE l'énoncé de principes sur les affectations dans plusieurs unités soit renvoyé au Comité du personnel académique contractuel pour qu'il revoie l'énoncé dans le cadre d'un examen quinquennal des énoncés de l'ACPPU.

ADOPTÉE

- d) Frais de traitement des articles

Le Comité de direction examine l'énoncé de principes sur les frais de traitement des articles dans le cadre d'un examen quinquennal des énoncés de l'ACPPU.

CUSHON/CHAU : QUE l'énoncé de principes révisé sur les frais de traitement des articles soit approuvé, puis transmis au Conseil pour examen.

ADOPTÉE

- e) Confidentialité dans le processus de règlement des griefs

Le Comité de direction approuve les révisions rédactionnelles de l'énoncé de principes sur la confidentialité dans le processus de règlement des griefs et prévoit le prochain examen de l'énoncé dans cinq ans.

-
- f) Nécessité financière et licenciements

Le Comité de direction examine l'énoncé de principes sur la nécessité financière et les licenciements dans le cadre d'un examen quinquennal des énoncés de l'ACPPU.

WHITAKER/CUSHON : QUE l'énoncé de principes révisé sur la nécessité financière et les licenciements soit approuvé avec les modifications, puis transmis au Conseil pour examen.

ADOPTÉE

g) Gouvernance

Le Comité de direction examine l'énoncé de principes sur la gouvernance dans le cadre d'un examen quinquennal des énoncés de l'ACPPU.

CHAU/CUSHON : QUE l'énoncé de principes sur la gouvernance soit approuvé avec les modifications, puis transmis au Conseil pour examen.

ADOPTÉE

h) Indicateurs de rendement

Le Comité de direction examine l'énoncé de principes révisé sur les indicateurs de rendement dans le cadre d'un examen quinquennal des énoncés de l'ACPPU.

CHAU/NOËL : QUE l'énoncé de principes révisé sur les indicateurs de rendement soit approuvé avec les modifications, puis transmis au Conseil pour examen.

ADOPTÉE

i) Droits et responsabilités professionnels

Le Comité de direction approuve les révisions rédactionnelles de l'énoncé de principes sur les droits et responsabilités professionnels et prévoit le prochain examen de l'énoncé dans cinq ans.

j) Justice sociale

Le Comité de direction approuve les révisions rédactionnelles de l'énoncé de principes sur la justice sociale et prévoit le prochain examen de l'énoncé dans cinq ans.

k) Liberté académique des gestionnaires académiques

Le Comité de direction recommande que l'énoncé de principes sur la liberté académique des gestionnaires académiques soit maintenu en l'état et revu dans cinq ans.

l) Initiatives canadiennes d'éducation postsecondaire à l'étranger

Le Comité de direction approuve les révisions rédactionnelles de l'énoncé de principes sur les initiatives canadiennes d'éducation postsecondaire à l'étranger et prévoit le prochain examen de l'énoncé dans cinq ans.

12. Réunions, assemblées, conférences et organismes apparentés

A. Participation à des réunions et des assemblées

1) Assemblée générale de la FAUW, 7 décembre

La vice-présidente rend compte de sa participation à l'assemblée générale de la Faculty Association of the University of Waterloo (FAUW), qui s'est tenue le 7 décembre.

2) Forum pour les agentes et agents de grief principaux, 9 et 10 décembre

Le président et le directeur général rendent compte du Forum pour les agentes et agents de grief principaux, qui s'est tenu les 9 et 10 décembre à Ottawa.

3) Réunion du Comité de la gouvernance de l'ANSUT, 14 décembre

La vice-présidente rend compte de sa participation (en ligne) à la réunion du Comité de la gouvernance de l'Association of Nova Scotia University Teachers (ANSUT).

4) Conférence sur la gouvernance de la CUFA-BC, 18 et 19 janvier (Vancouver)

La vice-présidente rend compte de sa participation à la Conférence sur la gouvernance de la CUFA-BC, qui s'est tenue les 18 et 19 janvier à Vancouver.

5) Forum pour les présidentes et les présidents, 19 et 20 janvier

Le président rend compte du Forum pour les présidentes et les présidents, qui s'est tenu les 19 et 20 janvier à Ottawa.

6) Conférence régionale de l'Internationale de l'Éducation pour l'Amérique du Nord et les Caraïbes, 22 au 24 janvier

Le directeur général rend compte de la Conférence régionale de l'Internationale de l'Éducation pour l'Amérique du Nord et les Caraïbes, qui s'est tenue du 22 au 24 janvier au Mexique.

7) Conférence des francophones, 2 et 3 février

P. Noël, représentant ordinaire (Francophone), rend compte de la Conférence des francophones, qui s'est tenue les 2 et 3 février 2024.

8) Assemblée du conseil d'administration de l'OCUFA, 10 et 11 février (Toronto)

Ce point est traité au *point 04. Rapport du président.*

9) Conférence de l'American Federation of Teachers Professional Issues, 16 au 18 février (Los Angeles)

Le directeur général et le président rendent compte de leur participation à la Conférence de l'American Federation of Teachers Professional Issues, qui s'est tenue du 16 au 18 février à Los Angeles, en Californie.

B. Réunions et conférences prochaines (à titre informatif)

1) Réunions des comités, 8 et 9 mars

- 2) Comité de la négociation collective et de l'organisation, 21 mars
- 3) Forum de la négociation collective et de l'organisation, 22 et 23 mars
- 4) Comité de direction, 23 et 24 avril
- 5) Assemblée du Conseil, 25 au 27 avril

C. Organismes connexes

- 1) Fondation Harry-Crowe

Le président présente un rapport sur la Fondation Harry-Crowe.

- 2) Syndicat national de l'ACPPU (SNACPPU)

R. Whitaker, présidente du Syndicat national de l'ACPPU (SNACPPU), rend compte des activités du SNACPPU. Ce dernier a accueilli un nouveau membre, *l'Association des professeurs, professeures et bibliothécaires de l'Université Sainte-Anne (APPBUSA)*. Les représentantes et représentants du SNACPPU continuent d'assister aux réunions des comités du Conseil canadien du Congrès du travail du Canada (CTC).

- 3) Caisse de défense de l'ACPPU

Le directeur général indique que l'ACPPU a mis en place des piquets volants pour appuyer la Mount Saint Vincent University Faculty Association (MSVUFA), qui en est à sa troisième semaine de grève; que le Lecturers' Union of Memorial University of Newfoundland (LUMUN) a demandé de bénéficier des prestations de la Caisse de défense; et que la Brandon University Faculty Association (BUFA) a obtenu un mandat de grève.

- 4) Fiducie commémorative J.H.-Stewart-Reid

B. Austin-Smith, présidente sortante, indique que le processus de candidature pour la bourse 2024-2025 de la Fiducie commémorative J.H.-Stewart-Reid est maintenant ouvert.

- 5) Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

- 6) Fonds de défense des libertés civiles de l'ACPPU

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

13. Questions diverses

Aucune autre question n'est à l'étude.

14. Éléments d'information

Il n'y a pas d'éléments d'information.

15. Questions relatives aux effectifs

A. Rapport du comité du personnel

B. Austin-Smith, présidente du comité du personnel, fait rapport sur une réunion du comité du personnel qui s'est tenue le 23 février.

B. Affaires concernant la direction (*huis clos*)

WHITAKER/PAPATHEODORAKOS : QUE la séance se déroule à huis clos.

ADOPTÉE

CHAU/CUSHON : QUE la séance reprenne son cours normal.

ADOPTÉE

16. Levée de séance

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.
